

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1126 du 1er septembre 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1126

EDITORIAL : Rentrée : quoi de neuf ? pp. 1-2

CONJONCTURE : Croissance : triple zéro pp. 3-4

ACTUALITÉ : Il faut sauver le candidat Ryan p. 4 - Laurence Parisot : l'heure de vérité est proche p. 5 - Déclaration contre la ratification du traité fiscal européen p. 5

CONNAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Rentrée : quoi de neuf ?

Les sondages le confirment : les Français s'inquiètent. Ceux qui avaient quelque espoir de changement en sont pour leurs frais. Ceux qui craignaient le changement voient leurs inquiétudes se concrétiser.

Il y a pourtant quelque chose de nouveau : le libéralisme est de retour.

Je vois d'abord la déception de ceux qui ont voté pour François Hollande. Je ne parle pas des élus. Eux sont apparemment satisfaits : ils se sont emparés d'un pouvoir sans limite apparente. Mais les électeurs ? Les naïfs qui ont voté au hasard s'aperçoivent qu'ils n'ont pas tiré le bon numéro. Mais il y a la vraie gauche, celle de Mélenchon, des Verts, de la CGT, de FO et de la FSU : ils sont déjà dans l'opposition,

et bientôt dans la rue. L'électorat des socialistes a fondu comme neige au soleil. « L'immobilisme » des 100 jours aura été fatal au gouvernement. Pour beaucoup de Français, Hollande met ses pas dans les traces de Sarkozy. Bien vu.

Je vois ensuite les craintes de ceux qui n'ont pas voté pour François Hollande. Ceux-ci ne sont pas surpris, les socialistes confirment qu'ils n'ont rien compris, rien appris, et appliquent avec méthode les principes qui conduisent la France aux bords du précipice.

Principes simples, et simplistes : faire payer les riches, domestiquer la finance et le patronat, construire des logements « sociaux ». >>>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Rentrée : quoi de neuf ? (suite)

Parallèlement, il faut laisser libre cours aux réformes sociétales qui ont l'avantage de ne pas coûter un sou : destruction de la famille par reconnaissance du mariage homosexuel et de l'adoption par des couples homosexuels, euthanasie, changement des programmes et des rythmes scolaires. Fallait-il s'attendre à autre chose ? Certainement pas. Il existe des pays heureux où la gauche a fait une politique de droite une fois au pouvoir. Cette épreuve nous a été épargnée : les socialistes français sont bien à gauche.

Ainsi pros et anti Hollande en concluent-ils que rien n'a changé. Ils ont raison. Mais est-ce grave ? D'une part, la classe politique s'est tellement discréditée par ses erreurs, ses mensonges et ses utopies que l'on attend plus grand-chose d'une alternance politique, si spectaculaire soit-elle. D'autre part, le sort de notre pays se joue aussi ailleurs qu'à l'Élysée, à Matignon ou au Palais Bourbon. Les perspectives européennes, les élections américaines, les guerres civiles et religieuses du Moyen Orient vont peser lourd dans les mois à venir.

“ Signes précurseurs d'un renouveau libéral ”

Cette rentrée serait donc triste à pleurer si quelques signes précurseurs d'un renouveau ne se percevaient pas dès maintenant. Je suis encore sous le choc du succès de notre Université d'Été, qui s'est terminée en apothéose, et nous permet de retrouver un espoir réaliste dans le renouveau du libéralisme français.

Je craignais beaucoup pour cette Université. La pauvreté de nos moyens nous avait conduits à réduire la toile, et en supprimant les traductions simultanées nous nous étions volontairement privés de la présence de nombreux participants étrangers – des jeunes en particulier – qui depuis des années avaient l'habitude de nous rejoindre et fournissaient des panels et des auditoires fournis, enthousiastes et stimulants. C'est donc une chambrée de cent cinquante participants que nous nous sommes préparés à recevoir. Mais quelle qualité, quelle ferveur, et quelle détermination ! J'ai retrouvé la chaleur de nos toutes premières universités d'été, dans les années 1970 où une petite poignée de professeurs et étudiants osaient s'affirmer contre la pensée unique déjà en place.

Sans doute la classe politique ne s'est-elle pas précipitée à Aix – ce sera pour une autre fois. La grande réunion de Châteaurenard autour de Jean François Copé annonçant sa candidature nous a privés de la présence de nombreux amis élus libéraux. Mais nous avons eu au moins la visite de deux députés, Hervé Mariton et Christian Kert, et seize autres ont adressé des messages de sympathie et de soutien, regrettant de ne pouvoir se rendre à notre invitation. L'intention de nombre d'élus d'affirmer un courant libéral se confirme donc, même si le libéralisme d'un politicien n'est pas exactement celui de Friedman ou Hayek. Par exemple, beaucoup de nos élus sont tombés dans le panneau de l'Europe dirigiste et technocratique, explicitée dans le fameux traité européen en cours de ratification.

La vraie source de mon enthousiasme, et la vraie nouveauté de cette rentrée, c'est l'intention affirmée en ce 29 août à Aix en Provence d'organiser la reconquête libérale suivant des procédés et des approches renouvelés : libéralisme de proximité avec des cercles et clubs locaux, pédagogie à base de sites et de documentations très accessibles, coordination souple entre la vingtaine d'initiatives existantes à ce jour. L'ALEPS, pour sa part, sera une centrale de services, offrant à tous les arguments, les documents et les intervenants de nature à convaincre l'opinion publique. C'est une sorte de résurrection de Idées Actions, la centralisation politique en moins, la diversité des approches en plus.

“ Les libéraux se dressent contre les collectivistes et les étatistes ”

Lecteurs de la Nouvelle Lettre, vous aurez le privilège de suivre avec attention les progrès de notre entreprise, et de vous y associer étroitement si vous le désirez. La Lettre demeure le « bulletin de la paroisse libérale », bienheureux les fidèles et les convertis. Rien de neuf, à vrai dire. Mais le neuf c'est l'écho que nos écrits et nos projets vont avoir auprès de Français attirés par une troisième voie, celle du libéralisme, qui nous affranchit et du collectivisme et de l'étatisme.

Jacques Garello

CROISSANCE : TRIPLE ZERO

Cocorico ! La France échappe à la récession. Au sens étroit du terme, c'est vrai ; il s'en est fallu d'un dixième de point puisque la croissance a été nulle au cours des trois derniers trimestres. Mais la réalité n'est pas brillante et ce triple zéro est un bien mauvais résultat. Dire que la responsabilité en incombe au gouvernement précédent ou que certains de nos voisins font pire ne suffit pas à occulter la réalité. Mais le plus grave est à venir : la politique mise en œuvre ne peut qu'aggraver la crise : elle est l'inverse de ce qu'il faudrait faire et quand l'hiver viendra, nous serons sans doute au-dessous de zéro, et pas seulement pour les températures !

Trois trimestres consécutifs de croissance zéro

Les nouvelles annoncées cet été sur le plan de la croissance ne sont pas bonnes. Selon l'INSEE, le Produit intérieur brut a stagné au second trimestre 2012 : croissance zéro. Ce mauvais chiffre vient après une croissance également nulle au premier trimestre 2012, ainsi qu'au dernier trimestre 2011 : un triple zéro. Il faut remonter au troisième trimestre 2011 pour trouver un petit + 0,3%, et encore celui-ci venait-il après une croissance nulle au second trimestre 2011 : quatre zéros sur cinq trimestres !

Les puristes diront qu'au sens strict du terme, il y a récession quand la croissance est négative durant deux trimestres consécutifs : ce n'est pas encore le cas. Mais il s'en est fallu d'un cheveu, et les - 0,1% qui nous auraient mis en récession sont inférieurs à la marge d'erreur des calculs. Même si on écarte le mot récession, il n'y a plus de croissance en France : zéro plus zéro plus zéro ne saurait faire une bonne note. Bien sûr, la crise est là, et plusieurs de nos partenaires connaissent des résultats encore plus médiocres, mais d'autres - comme l'Allemagne - s'en sortent mieux. Que certains fassent pire n'enlève rien à la gravité de la situation.

Les bienfaits de la croissance

Faut-il s'en inquiéter ? Il fut un temps, sous l'influence du Club

de Rome, où la croissance zéro était vivement appelée de tous les vœux au nom de la « sauvegarde de la planète », de la lutte contre la pollution ou de l'épuisement des matières premières. On retrouve encore aujourd'hui ces thèses dans les courants écologistes, dont l'extrême « deep ecology » qui préconise une « croissance négative » ! Pour eux, la sauvegarde de la matière ou des animaux est plus importante que celle des hommes. Mais, au-delà de ces fantaisies, tous les gens de bon sens comprennent l'importance de la croissance.

Une croissance nulle ou négative, cela veut dire moins de biens et services, donc moins de consommation : moins de services d'éducation, de santé, de loisirs, de culture, de communication, de logements, etc. Cela signifie aussi moins de pouvoir d'achat puisque les vrais revenus ne peuvent provenir que des services rendus, de la production marchande. Le lien entre chômage et croissance est également important, même s'il n'est pas mécanique, surtout quand le marché du travail est empêché de s'adapter par les rigidités réglementaires pesant sur le prix ou la durée du travail. Au-delà de ces observations, chacun sent bien qu'une croissance nulle est une mauvaise chose pour tous.

Surtout pas de relance monétaire ou budgétaire

Comment sortir de cette stagnation ? François Hollande a eu rai-

son de mettre l'accent sur l'importance de la croissance pendant la campagne électorale. Son premier tort a été d'opposer rigueur et croissance. Du moins si rigueur signifie rigueur budgétaire et monétaire. Contrairement à ce que pensent les keynésiens - et François Hollande, comme l'immense majorité des hommes politiques, est keynésien - le déficit budgétaire n'est pas source de croissance, comme le montre si bien la crise des dettes souveraines. Croire qu'il suffit que l'Etat dépense un argent qu'il n'a pas, qu'il va emprunter et qui ruïnera les générations suivantes, relève d'une vision magique de l'économie. Chacun, même l'Etat, doit vivre au niveau de ses moyens (en l'occurrence des nôtres) et non au-dessus de ses moyens.

Il en va de même pour la rigueur monétaire ; certes, la politique monétaire relève de la Banque centrale européenne, mais les pressions politiques poussent la BCE vers le laxisme monétaire, par la création de monnaie et les taux d'intérêt artificiellement bas ; là encore, il y a une vision magique de l'économie : il suffirait d'injecter de la monnaie pour faire croître l'économie, comme si la richesse résidait dans la monnaie. La première erreur du nouveau pouvoir consiste à assimiler croissance et relance : la relance budgétaire et monétaire finit au contraire par miner la croissance : la politique conjoncturelle tue la croissance. >>

Croissance : triple zéro (suite)

La reprise grâce à la libéralisation de l'économie

La seconde erreur, c'est de penser qu'on peut continuer à augmenter les dépenses publiques et les impôts. Cette fois, la France mène le bal. Nous sommes champions des dépenses publiques et parmi les tous premiers en matière de prélèvements obligatoires et de progressivité des impôts, et ce ne sont pas les décisions en matière d'ISF ou d'impôt sur le revenu (la tranche à 75%) qui vont nous faire aller dans la bonne direction : augmenter les impôts, ce n'est pas de la rigueur, c'est s'attaquer à l'incitation à créer et entreprendre et donc à la production.

Que faudrait-il faire pour éviter la récession qui s'annonce (la Banque de France l'annonce pour le troisième trimestre) ? L'élément essentiel, c'est de comprendre ce qu'est une économie de marché et comment elle fonctionne. Nous avons montré la semaine dernière que

le gouvernement, décision après décision, enrayait le libre fonctionnement du marché, avec des faux prix, un développement des interventions étatiques et du secteur public et la spoliation fiscale.

Non seulement la théorie, mais aussi les preuves empiriques (les indices de liberté économique) montrent que plus une économie s'éloigne du marché, moins bien elle fonctionne, et, inversement, plus elle développe les libertés économiques, la flexibilité, la concurrence, l'esprit d'entreprise, mieux elle se porte. Cela nécessite des réformes radicales, des privatisations, une ouverture systématique à la concurrence, une libéralisation générale de l'économie. Pour en finir avec la crise, l'urgence est donc de faire des réformes structurelles pour revenir à l'économie de libre marché.

Il faut aussi rétablir la rigueur budgétaire et pour cela réduire drastiquement les dépenses publiques ; beaucoup d'éléments aujourd'hui (mal) assurés par

l'Etat (santé, éducation, etc.) doivent être rendus au secteur privé. Cela nécessite de la pédagogie car les gens ont peur, comme Bastiat l'avait bien compris, que si l'Etat ne s'occupe plus de quelque chose, ce service ne soit plus assuré. Enfin, il faut que chacun ait envie d'entreprendre, de créer des richesses, de travailler plus, de se constituer un patrimoine et donc de créer de la croissance ; il faut pour cela avoir la certitude de bénéficier de ce qu'on a légitimement gagné et donc baisser fortement les impôts et leur progressivité. C'est ainsi qu'on agira sur l'offre, en jouant sur la motivation des gens à être créateurs et entrepreneurs. Sinon ? Si l'on persiste dans la ligne actuelle social-démocrate, colbertiste et keynésienne, 2013 sera une année de récession. Avant que l'Etat providence ne fasse faillite.

Jean Yves NAUDET

Il faut sauver le candidat Ryan

Mitt Romney a choisi Paul Ryan pour vice-président. Il a tous les défauts

La convention républicaine réunie cette semaine à Tampa (Floride) a officiellement investi Mitt Romney, qui a choisi de faire équipe avec Paul Ryan, député du Wisconsin à la Chambre des Représentants depuis quatorze ans.

Paul Ryan a tous les défauts si l'on se fie aux critères de la pensée unique française.

Songez : il est catholique conservateur, et on souligne même catholique pratiquant. Il est plus à droite du parti républicain que Mitt Romney, qui passe pour plus modéré : bref, un ultra. Enfin, il a pour guides intellectuels Friedman

et Hayek (Le Figaro) et il est partisan d'une stricte rigueur budgétaire, avec d'importantes coupes dans les dépenses publiques (La Croix).

Avec une telle carte de visite, il ne pourrait même pas demander l'investiture de l'UMP !

Romney exagère, tout de même. Il est allé jusqu'à inviter le président de la conférence épiscopale américaine, Monseigneur Timothy Dolan, archevêque de New York, à venir donner la bénédiction de clôture de la convention. En France on a fait savoir à Monseigneur Vingt

Trois que l'Eglise n'avait pas à s'immiscer dans les affaires politiques. Aux Etats Unis l'un se présente comme mormon, l'autre comme catholique : avoir une foi religieuse est assez naturel, ce qui montre bien que ce peuple américain n'a pas encore fait sa révolution culturelle et laïque. Enfin, Madame Romney a eu le front de rappeler sa lutte contre le cancer et le rôle que la prière avait tenu dans sa guérison. Comme de plus elle est sympathique et semble sincère, il y a là une image de la femme bonne épouse, bonne mère, bonne croyante qui est particulièrement dépassée : elle n'est pas post-moderne. •

Laurence Parisot : l'heure de vérité est proche

Jean Marc Ayrault a rendu visite aux patrons : sincérité ou habileté ?

Un premier ministre socialiste à l'ouverture de l'Université d'Eté des patrons : il y a de quoi s'émerveiller. Il y a eu un « changement de ton », dit la présidente du MEDEF. Il est vrai que les entrepreneurs ne sont plus considérés comme les ennemis de classe, les avides de profits dénoncés par le ministre du redressement, les spéculateurs alliés de la finance. Jean Marc Ayrault veut même les mettre « au cœur de nos politiques économiques ». Comme si les entrepreneurs avaient besoin de politiques, alors qu'ils ont surtout besoin de libertés.

Seuls quelques optimistes invétérés penseront à un revirement total de la pensée gouvernementale. La grande majorité des participants à l'Université du MEDEF n'aura entendu qu'un discours élégant et poli mais creux et ambigu. La pré-

sidente, elle, attend « l'heure de vérité ». Elle la fixe au Projet de Loi de Finances 2013 qui sera présenté le mois prochain. Pense-t-elle que les grandes orientations fixées par François Hollande soient subitement atténuées, voire abandonnées ? Le développement de la finance publique (concrétisée par le nouveau relèvement du plafond du livret A), le contrôle des plans sociaux, l'intervention de l'Etat dans les opérations de fusion ou de cession, les blocages de prix et de marges, les emplois d'avenir : n'est-ce pas suffisant pour connaître la vérité ?

Il faut au demeurant se rappeler que rendre hommage aux entrepreneurs en matraquant leurs revenus personnels, en gaspillant et pénalisant l'épargne dont ils ont besoin, en perpétuant un système social qui ruine la compétitivité et détruit les emplois est une maigre

satisfaction. Où sont les réformes structurelles seules en mesure de sauver les entreprises françaises ?

Le patronat ne doit pas verser dans le corporatisme. Il n'a pas seulement la responsabilité de ses propres intérêts à court terme, mais il doit être gardien de la liberté d'entreprendre, de la propriété privée, de la liberté du contrat de travail. Son rôle s'est progressivement réduit à celui d'un « partenaire social », chargé de la sale besogne de négocier avec des syndicalistes qui ne veulent rien entendre ni comprendre et menacent sans cesse de bloquer la société française. Aide-toi le ciel t'aidera : le MEDEF devrait s'engager ouvertement contre la socialisation de l'économie au lieu de se rassurer aux moindres discours lénifiants d'un premier ministre habile. •

Déclaration contre la ratification du traité fiscal européen

Le traité renforce le pouvoir européen mais les Etats ne le respecteront pas

Mettant à profit leur commune présence à l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie, les administrateurs de l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) ont mis au point un texte qu'ils se proposent de soumettre à la signature d'un certain nombre d'universitaires et experts, pour dénoncer les illusions que se font les politiciens de tous les partis sur le traité européen :

Le nouveau Traité d'Union Fiscale européen destiné à renforcer le contrôle par la bureaucratie européenne sur les choix budgétaires des États Membres de l'Union européenne ne peut qu'aggraver la crise de confiance qui sévit dans la zone euro.

Ce Traité ne donne pas de garantie qu'il sera mieux respecté que le Traité de Maastricht qui a été bafoué chaque fois qu'il entrerait en conflit avec les intérêts des États Membres.

La seule façon de sortir de cette crise passe par une baisse substantielle des dépenses publiques, de la fiscalité et de la réglementation en même temps que des réformes structurelles permettant un recul important de la sphère de l'Etat, créant ainsi de larges espaces d'action pour la société civile et le secteur marchand, et des perspectives crédibles de croissance.

Le traité aboutit à abandonner la proie pour l'ombre. La proie c'est

la souveraineté fiscale, inscrite dans l'Acte Unique de 1986, qui pousse à la concurrence fiscale et peut conduire progressivement à une baisse des impôts sur l'ensemble des pays européens. L'ombre c'est la discipline des Etats sous contrôle du pouvoir des technocrates de Bruxelles. Ce qui est certain c'est le renforcement de la tutelle européenne, ce qui est illusoire c'est le respect de la discipline des Etats placés sous tutelle.

Une fois de plus le traité vise la mauvaise cible : ce sont les réformes structurelles qui sauveront les pays européens malades du dirigisme, ce ne sont pas les pénalités infligées par Bruxelles. •

Après une interruption de quelques semaines, je reprends cette rubrique qui a pour but de démanteler un certain nombre d'idées reçues qui caricaturent le libéralisme. Les précédents textes parus avant juillet 2012 ont été réunis dans un opuscule « Connaissance du Libéralisme n° 1 » que vous pouvez vous procurer à prix désormais réduit.

La myopie du marché

C'est Raymond Barre qui a vulgarisé cette expression. Le Premier Ministre des années 1976-1981 passait pourtant pour un libéral...

L'idée est bien simple : le marché permet en un moment donné d'équilibrer l'offre et la demande d'un produit, de sorte qu'un contrat puisse être conclu entre acheteur et vendeur sur la quantité et le prix d'un produit, mais là s'arrête son mérite. S'agissant de préparer l'avenir, de déterminer ce qu'il faudra produire et consommer dans un avenir plus ou moins proche, aucune indication n'est fournie par le marché, et il appartient donc aux autorités publiques de définir les orientations et les priorités sur le long terme.

Marché conclu, marché révolu

Suivant ce raisonnement, le marché conclu aujourd'hui serait sans conséquence pour demain. Une fois passé, le marché s'efface de la mémoire collective, personne ne s'en souvient, personne ne s'en soucie. En effet, dira-t-on, les conditions dans lesquelles l'accord a pu se nouer entre les parties ne se retrouveront jamais dans les jours suivants. Les termes du contrat ne peuvent donc se transposer dans des transactions futures. Le prix est éphémère. Il n'a aucune signification.



Raymond Barre
1924-2007

Voilà donc producteurs et consommateurs frappés d'amnésie : ils ne peuvent se référer à ce qui s'est passé hier pour prendre leurs décisions aujourd'hui. Chaque fois on repart à zéro, le passé est effacé, et on signera un nouveau contrat sans référence au précédent. On ne dira pas : c'était moins cher, c'était trop cher. Le marché ne donnerait aucune indication, aucune information.

La sagesse et l'art divinatoire des gouvernants

En revanche les hommes de l'Etat, les pouvoirs publics,

auraient la science du futur. Ils seraient capables de savoir quelles activités doivent être développées, celles qui au contraire sont appelées à décliner ou disparaître. Les socialistes connaissent actuellement « les emplois du futur » et vont tout faire pour y préparer les jeunes. Il est d'ailleurs fortement question de remettre en selle un Commissariat au Plan (jadis présidé par Monsieur Guaino). Le planificateur a en effet la chance de centraliser les données statistiques, de disposer de modèles prévisionnels très élaborés, il est protégé contre les groupes de pression, ses décisions sont donc scientifiques. Il dispose enfin des plus beaux esprits issus des plus prestigieuses des grandes écoles.

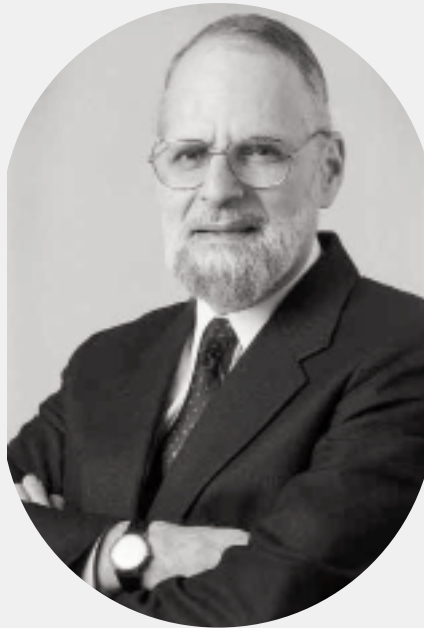
Cette « présomption fatale » a été démasquée par Von Mises et Hayek dans les années 1930, quand les partisans de la planification soviétique se disaient capables de diriger scientifiquement l'économie, au lieu de la laisser évoluer au gré de marchés instables. Les économistes libéraux acceptent bien l'idée que demain ne sera pas comme aujourd'hui, mais précisément parce que nul ne sait ce que sera demain, car rien ne se reproduit à l'identique, rien ne peut se modéliser, car le seul fait qu'un choix ait été fait dans le passé modifie toute la logique des choix futurs.

Le planificateur est donc incapable de maîtriser une « incertitude radicale ». On ne peut même pas imaginer des scénarios alternatifs auxquels on attribuerait des probabilités, puisque l'on ne sait pas ce qui peut se passer. De la sorte, il ne faut pas s'étonner des échecs de la planification partout où elle s'est installée. Elle a ruiné les pays communistes, mais aussi les peuples pauvres qui se sont abandonnés aux illusions d'un développement planifié. Sur les quelque quinze plans que la France s'est donnée depuis 1945, aucun n'a pu aller à son terme.

Pour ne pas en rajouter, on passera sous silence les pressions qui s'exercent sur le planificateur, y compris les pressions électorales, puisque la conclusion des plans s'inscrit dans les lois de finances sous forme de subventions, réglementations et autres privilèges. S'il y a des myopes en matière d'économie, ce sont bien les hommes politiques, dont les regards sont rivés sur les prochaines échéances électorales.

Les prix et les profits : les signaux du marché

Depuis Adam Smith, on sait que le marché est un processus dynamique, et non une transaction éphémère. Le prix d'un instant va être gardé en mémoire. Il est appelé à évoluer ; quand il diminue c'est qu'il y a des excédents et inversement une hausse des prix traduit une pénurie. Excédents et pénuries ont une influence sur le taux de profit : les bonnes affaires se font quand il y a pénurie et il faut déguerpir en



Israël Kirzner
1930-

cas d'excédents. L'art et la mission des entrepreneurs consistent à interpréter ces évolutions, et à s'y adapter. Au lieu d'une planification macro-économique et bureaucratique, nous voici en présence d'une planification micro-économique et responsable. Les erreurs se paieront, les innovations seront récompensées.

Voilà pourquoi la manipulation des prix par les autorités publiques produit des désastres : elle égare les entrepreneurs, encourage des activités désuètes à se maintenir et bloque la croissance d'activités prospères. Mettre le marché à l'heure de la politique, c'est en effet le rendre myope. Les entrepreneurs ne savent plus que faire

quand l'incertitude sur les prix et les profits s'installe. Ils vont donc réduire leur énergie créative et la croissance se ralentira, les emplois disparaîtront aussi.

Le marché, processus de découverte

Loin d'être myope, le marché est au contraire orienté vers le plus long terme. Israël Kirzner a précisé que la vertu essentielle de l'entrepreneur, c'est sa vigilance, la qualité de la vigie qui est capable de voir la terre lointaine avant tout autre. C'est cette antériorité d'information qui incite un entrepreneur à risquer l'innovation là où les autres n'ont pas encore compris les vraies perspectives offertes. Dans la vie économique, des occasions apparaissent sans cesse, mais tout le monde ne peut les saisir. Le marché déverse quotidiennement des milliers d'information et donne aux entrepreneurs les moyens de découvrir ce qui est bon pour lui, parce que cela est bon pour le client.

Evidemment, certains regrettent cette « instabilité », ou cette « précarité ». Mais c'est la rançon nécessaire du progrès. Dans une économie stationnaire, il n'y a pas de surprise, mais il n'y a pas de progrès. Le marché prépare des jours meilleurs, il n'est pas myope, il est explorateur, il est pionnier. •

L'Université 33 en mémoire



33^e Edition
26 - 29 August, 2012
Aux-les-Bains, France

Les temps forts de l'Université d'Été méritent de

rester gravés dans les mémoires, parce qu'ils annoncent le renouveau libéral et donnent les clés du succès.

Pour faciliter ce « devoir de mémoire », comme on dit maintenant, il faut des comptes-rendus fidèles et détaillés et des enregistrements.

Le site **www.libres.org**, dès lundi, retranscrira quelques uns des exposés et débats. Mais, pour diffuser les idées autour de vous, rien ne vaut un beau et bon CD Rom réalisé à partir des prises de vue et enregistrements d'**Emmanuel Martin**, pris en charge par la Sefel, notre société d'édition.

Que trouverez-vous essentiellement dans ces documents ?

1° Les discours introductifs de **Philippe Nemo** et **Pierre Garelo** : pourquoi la classe politique française a tourné si durablement le dos à la pensée libérale et aux réformes qu'elle peut inspirer, pourquoi en Europe, certains petits pays comme la Bulgarie ou la Georgie et certaines grandes nations comme l'Allemagne, ont réussi à se réformer ?

2° La présentation de **Victoria Curzon-Price** et **Jean Philippe Feldman** : où en est le libre échange aujourd'hui ?

3° La légitimité du libre échange et les catastrophes du protectionnisme évoquées par **Pascal Salin** et **Florin Aftalion** ;

4° Pourquoi les entreprises réagissent à la mondialisation en se délocalisant : il y a mondialisation de la demande (seul un débouché mondial permet de diminuer les coûts de production) et de l'offre (la production est partagée entre un grand nombre de fournisseurs de multiples pays). Le témoignage d'un chef d'entreprise (**Axel Arnoux**) correspond à l'analyse de la division du travail et de la division du savoir proposée par Adam Smith (**Pierre Garelo**) ;

5° Peut-on être compétitif avec une fiscalité comme celle qu'inflige l'Etat français (**Jean Philippe Delsol**) et avec une Sécurité Sociale si coûteuse et inefficace (**Alain Mathieu**) ?

6° Le libre échange met les Etats et les institutions en concurrence et l'avantage ira aux Etats les plus modestes (**Carlo Lottieri**), voilà pourquoi les efforts de l'Union Européenne pour harmoniser fiscalité, monnaies et réglementations sont vains et dangereux (**Enrico Colombatto**) ;

7° Riches et pauvres : un débat sans intérêt dans un monde en évolution dans lequel le libre échange réduit les inégalités entre nations et entre individus (**Bertrand Lemennicier**) ;

8° Le libre échange est une libération, une découverte, une harmonie et un espoir : la liberté, la responsabilité et la dignité des êtres humains en sortent grandis (**Jacques Garelo**).

Parmi les débats, on aura sélectionné :

a) la rencontre avec **Hervé Mariton** et **Christain Kert**, députés : un courant libéral peut-il s'exprimer au sein de l'UMP ? Les Français ont-ils besoin des hommes politiques et de l'Etat pour stimuler la vie économique ?

b) le débat conclusif sur : que vont faire les libéraux au cours des prochains mois ?



Dès la semaine prochaine, la Nouvelle Lettre vous donnera les informations sur la commande de ces matériels, et leurs conditions de vente.